Chouchoutage des soldats non-binaires : l'UDC va taper du poing sur la table

écrit par Raphaël Pomey | 24 juillet 2024 Cet article est proposé **en partenariat avec Pro Suisse.**

« Notre Armée manque de moyens. Elle en a assez, toutefois, pour financer un sondage sur la « non-binarité dans l'Armée suisse » ». C'est sur ce ton, un brin agacé, que débute l'interpellation concoctée par le conseiller national UDC Jean-Luc Addor après une drôle d'audace de l'Armée suisse. Alors que l'existence d'un genre dit « non-binaire » n'est pas reconnue par le droit suisse (n'en déplaise au chanteur Nemo), l'institution a lancé la semaine dernière un questionnaire visant à connaître le degré de bien-être des membres de cette communauté sous les drapeaux.

« Cela va nous permettre de mieux comprendre votre réalité et vos besoins », précise la page officielle du site de la Confédération. Les résultats, nous dit-on, « constituent une sorte de baromètre de l'interaction avec les militaires non binaires. » D'une durée de cinq à dix minutes, le sondage nous demande « quels sont les plus grands défis dans l'Armée suisse pour une personne non-binaire ? », si nous avons déjà vécu des discriminations dans ce contexte et, le cas échéant, si nous les avons dénoncées.

Mais pourquoi écrire « nous », au fait ? Simplement parce que le sondage est ouvert à tous, une simple « information sur le sexe administratif selon la carte d'identité » étant requise à sa fin. Autant dire que pour la scientificité des résultats obtenus, des doutes sont permis. En revanche, niveau progressisme, toutes les garanties sont là.

Supprimer la diversité

C'en est de toute façon trop pour Jean-Luc Addor. Pour lui, il convient maintenant d'en savoir plus sur le budget du Service Femmes dans l'Armée et diversité (FdAD), à l'origine de cette enquête, ainsi qu'à propos du coût de l'enquête elle-même.

Proposant rien de moins que la suppression du volet « diversité » du FdAD, il livre le fond de sa pensée : « Au moment où Conseil fédéral et Parlement se retrouvent face au défi de moderniser notre Armée à temps pour faire face à des risques grandissants pour la sécurité du Pays, le moment n'est-il pas venu de revoir l'affectation de certains des moyens au demeurant insuffisants qui lui sont alloués ? »

En 2019, l'armée avait déjà fait sensation en ouvrant un bureau centré sur l'intégration des personnes transgenres. Des mesures avaient été annoncées pour « s'affranchir des règlements actuels qui discriminent les personnes transidentitaires », rapportaient *Le Matin Dimanche* et la *SonntagsZeitung*. On parlait alors de 18 personnes concernées au sein de l'armée. La ministre de la Défense Viola Amherd avait également présenté des objectifs de réduction des émissions de CO2 de son département.

Commentaire : Soldat Bozo au rapport !

« Se soucier de ses soldats, leur montrer qu'on se préoccupe de leur bien-être et de leur moral, c'est central. Donc l'armée a en effet tout intérêt à s'y intéresser. Alors quel est le problème ? » Ainsi s'exprime un militant socialiste vaudois, Nicolas Schnorhk, sur X (ex-Twitter). Et à vrai dire, la question mérite d'être posée. Mais peut-être pas en temps de crise géopolitique majeure.

Tandis que la guerre sévit en Europe et que la menace de

terrorisme reste élevée, doit-on vraiment consacrer de l'argent public à une cause si marginale que le bien-être d'une minorité inexistante aux yeux de la loi au sein de l'armée ? Pourquoi pas, pendant qu'on y est, former les recrues au respect des accords toltèques et à l'ouverture des chakras, si le bien-être des soldats est « central » ?

Nous aurons peut-être, un jour, l'armée la plus morale du monde. Le seul problème est qu'elle servira à faire rire des enfants russes ou chinois dans des chapiteaux de cirque.

Cet article vous est offert mais notre travail a un prix:

Pour soutenir *Le Peuple* : https://lepeuple.ch/nous-soutenir/

Pour s'abonner : https://lepeuple.ch/sabonner/